

Les experts du climat se penchent sur le rôle crucial des terres

Christophe Boucher

- [Planète](#)
- [Climat](#)

Réuni du 2 au 6 août à Genève, le GIEC va publier un rapport spécial sur les enjeux d'une gestion durable des sols pour limiter le réchauffement planétaire et assurer la sécurité alimentaire.

Par [Pierre Le Hir](#) Publié aujourd'hui à 05h42

Temps de Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Année chargée pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), présent sur tous les fronts du réchauffement.

Après avoir alerté, en octobre 2018, sur les efforts sans précédent à accomplir [pour contenir la hausse des températures à 1,5 °C](#) par rapport à la période préindustrielle – alors même que les engagements actuels des Etats laissent prévoir une augmentation de 3 °C à la fin du siècle –, il s'apprête à publier, jeudi 8 août, un rapport spécial sur le changement climatique et les terres. Celui-ci sera suivi, en septembre, d'un autre rapport, cette fois sur les océans et la cryosphère (calottes polaires, glaciers de montagne et banquise).

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Climat : il y a un espoir de limiter le réchauffement mais au prix d'un sursaut international](#)

Cette nouvelle expertise, qui a mobilisé plus de cent scientifiques de cinquante-deux pays, porte, selon son intitulé complet, sur « *les changements climatiques, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres* ». C'est dire si elle embrasse un domaine aussi complexe, par ses multiples interactions, que crucial.

Le rapport, qui doit être adopté lors de la prochaine session du GIEC, réuni à Genève du vendredi 2 au mardi 6 août, sera accompagné d'un « résumé à l'intention des décideurs », approuvé ligne à ligne par les représentants des 196 Etats membres de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. C'est cette synthèse, fruit d'un consensus qui conduit parfois à gommer ou à édulcorer des formulations contrariant les intérêts de certains pays – mais sans jamais remettre en cause les fondements scientifiques –, qui devra ensuite guider l'action des gouvernements.

Une dimension très politique

Plus explicitement peut-être que pour d'autres travaux du groupe d'experts, ce résumé revêtira une dimension très politique.

La question de l'affectation et de l'usage des terres est en effet étroitement liée à celles des conditions de vie et de subsistance des populations, des modèles de développement et de

consommation, des pratiques agricoles et sylvicoles... Elle touche à de puissants intérêts économiques, notamment ceux des filières agroalimentaire et énergétique, en même temps qu'aux choix de pays qui, comme [le Brésil de Jair Bolsonaro où la déforestation est en forte recrudescence](#), font primer l'exploitation de leurs ressources naturelles sur la préservation de leur patrimoine forestier.